



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 37

Loi concernant la prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public

Présentation

Présenté par
M. Daniel Johnson
Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique,
président du Conseil du trésor

Éditeur officiel du Québec
1992

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi autorise les organismes publics qu'il définit et les associations de salariés à convenir du report de la date d'expiration de leurs conventions collectives et permet que la durée d'une convention collective ainsi prolongée dépasse trois ans. Il dispose aussi que dans les cas où les parties ne s'entendent pas, la date d'expiration est reportée d'un an.

Le projet prescrit de plus, pour la période de report, la majoration maximale des taux et échelles de salaires ainsi que des primes dont peuvent convenir les parties. Les taux, échelles ou primes ayant effet à la date d'expiration peuvent être augmentés jusqu'à concurrence de 3 % pour les neuf premiers mois de cette période et de 1 % à compter du dixième mois.

Le projet applique en outre ces pourcentages maximaux d'augmentation aux administrateurs d'État, aux dirigeants et membres des organismes publics de même qu'aux cadres et autres employés de ces organismes ne faisant pas partie d'une unité de négociation. Il fait de même à l'égard des juges et députés.

Le projet assujettit aussi les ententes relatives à la fourniture, par les professionnels de la santé, de services assurés suivant la Loi sur l'assurance-maladie, aux mêmes normes maximales que celles applicables aux conventions collectives.

Le projet prévoit enfin des exceptions aux règles qu'il prescrit et comporte des dispositions de concordance.

Projet de loi 37

Loi concernant la prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

INTERPRÉTATION

1. Pour l'application de la présente loi, sont des organismes publics:

1° le gouvernement, ses ministères et les organismes du gouvernement dont le personnel est nommé ou rémunéré selon la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1);

2° les commissions scolaires, les collèges, les établissements, les organismes similaires à une commission scolaire ou assimilés à un établissement et les organismes gouvernementaux visés par la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2), ainsi que les conseils régionaux de la santé et des services sociaux et le Conseil scolaire de l'Île de Montréal;

3° tout autre organisme dont le personnel est rémunéré selon des normes et barèmes qui sont, en vertu de la loi, déterminés par le gouvernement, soumis à l'approbation de celui-ci ou stipulés dans une convention collective négociée et agréée avec l'accord du gouvernement;

4° les établissements d'enseignement de niveau universitaire visés aux paragraphes 1° à 11° de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (L.R.Q., chapitre E-14.1);

5° les institutions reconnues pour fins de subventions ou déclarées d'intérêt public suivant la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9).

2. Sont assimilés à des organismes publics: l'Assemblée nationale, une personne désignée par celle-ci en vertu d'une loi de même qu'une personne désignée par le gouvernement en vertu d'une loi et dont le personnel est nommé ou rémunéré selon la Loi sur la fonction publique.

3. On entend par « convention collective », une convention collective ou ce qui en tient lieu au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27).

4. Pour l'application de la présente loi, la date d'expiration d'une convention collective ou d'une entente en vertu de l'article 19 ou 19.1 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q. chapitre A-29) est la date à laquelle celle-ci prend fin indépendamment de la présente loi et compte tenu, le cas échéant, de l'application de la Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public (1991, chapitre 41).

SECTION II

SALARIÉS COMPRIS DANS UNE UNITÉ DE NÉGOCIATION

5. La date d'expiration d'une convention collective liant un organisme public et une association de salariés, en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), peut être reportée par entente entre les parties. La durée d'une telle convention peut être supérieure à trois ans.

Il en est de même de toute convention collective qui renouvelle ou remplace une convention collective ayant lié un organisme public et une association de salariés et expirée avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) ainsi que d'une première convention collective pour un groupe visé par une accréditation si elle prend effet à l'égard d'un organisme public avant la fin de l'année 1993.

À défaut d'entente entre les parties sur une période plus longue de report, la date d'expiration de la convention collective est reportée d'un an.

6. Les taux et échelles de salaires ainsi que les primes ayant effet à compter du jour suivant la date d'expiration d'une convention collective visée par l'article 5 sont déterminés par entente entre les parties. Toutefois les taux, échelles et primes ayant effet le jour de

l'expiration ne peuvent être majorés de plus de 3 % pour les neuf premiers mois suivant cette date. Ils ne peuvent non plus, au moins pour les trois mois qui suivent, être majorés de nouveau de plus de 1 %.

7. Toute disposition d'une convention collective liant un organisme public et une association de salariés, en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et ayant pour objet l'ajout d'un montant forfaitaire équivalant à un pourcentage maximum de 1 % de chacun des taux et échelles de salaires prévus par cette convention, cesse d'avoir effet à l'expiration de 12 mois de la prise d'effet de cet ajout.

8. Le troisième alinéa de l'article 5 et les articles 6 et 7 ne s'appliquent pas à une convention collective qui comporte une stipulation ayant pour effet de rendre applicable aux salariés concernés, pour une période d'au moins un an à compter de l'année 1992, 1993 ou 1994, une augmentation de leur rémunération n'excédant pas celle prévue par l'article 6.

Ils ne s'appliquent pas non plus à une convention collective qui lie les parties suivantes :

1° Hydro-Québec et toute association de salariés représentant ses employés ;

2° la Société des alcools du Québec et toute association de salariés représentant ses employés ;

3° la Société des établissements de plein air du Québec et le Syndicat des fonctionnaires provinciaux Inc. relativement à l'unité de négociation du Parc du Mont Ste-Anne ;

4° le gouvernement du Québec et l'Association des policiers provinciaux du Québec.

Le troisième alinéa de l'article 5 ne s'applique pas à un organisme public visé par le paragraphe 5° de l'article 1 et à une association de salariés représentant ses employés.

9. Dans tous les cas où la date d'expiration d'une convention collective est reportée, la période prévue au paragraphe *d* de l'article 22 et aux articles 73, 111.3 et 111.4 du Code du travail se détermine sur la base de la durée originare de la convention collective.

10. Malgré l'article 61 du Code du travail, une association de salariés ne peut mettre fin à une convention collective dont la date

d'expiration a été reportée ni la déclarer non avenue avant sa nouvelle date d'expiration.

11. Lorsque l'association de salariés, liée par une convention collective dont la date d'expiration est reportée par entente, est une nouvelle association accréditée à la suite d'une demande faite entre le deux cent soixante-dixième et le deux cent quarantième jour précédant cette date d'expiration, la convention collective type de cette nouvelle association s'applique le trentième jour suivant la date de l'entente.

12. Pour la négociation d'une convention collective qui renouvelle ou remplace une convention collective dont la date d'expiration est reportée, la phase de négociation prévue à l'article 111.7 du Code du travail commence le jour suivant la date à laquelle est reportée la date d'expiration. Les parties peuvent toutefois, par entente, fixer à une autre date le commencement de la phase de négociation.

Pour l'application de ce Code à la négociation d'une telle convention collective, le jour prévu par le premier alinéa ou fixé par les parties en vertu de celui-ci est considéré être le cent quatre-vingtième jour précédant la date d'expiration et les délais prévus à l'article 111.8 sont modifiés en conséquence.

SECTION III

PERSONNES NON COMPRISES DANS UNE UNITÉ DE NÉGOCIATION

§ 1.—*Membres et personnes à l'emploi des organismes publics*

13. Les administrateurs d'État ainsi que les dirigeants et les membres d'organismes publics sont rémunérés, pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 31 mars 1993, selon les taux et échelles de salaires ainsi que les primes en vigueur le 30 juin 1992, majorés d'au plus 3 %. À compter du 1^{er} avril 1993 ces taux, échelles et primes peuvent être majorés de nouveau d'au plus 1 %.

Il en est de même de la rémunération des cadres et des autres membres du personnel de la fonction publique non compris dans une unité de négociation.

14. Quiconque est habilité à déterminer les taux et échelles de salaires ainsi que les primes de cadres ou autres membres du personnel d'un organisme public non compris dans une unité de négociation doit, pour une période de 12 mois à compter de 1992, de

1993 ou de 1994, fixer ces taux, échelles et primes en appliquant des taux d'augmentation n'excédant pas ceux prévus par l'article 13.

Il en est de même pour quiconque est habilité à fixer la rémunération des membres du personnel d'un cabinet ministériel, d'un cabinet visé par l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1) et du personnel d'un député.

§ 2.—*Juges et députés*

15. Le traitement d'un membre de la Cour du Québec, et, dans la mesure où il est déterminé par référence à ce dernier, le traitement d'un juge municipal et d'un juge de paix de même que les montants de la rémunération additionnelle attachée à la fonction de juge en chef, de juge en chef associé, de juge en chef adjoint ou de juge coordonnateur, en vigueur le 30 juin 1992, peuvent être majorés, à cette date, d'au plus 3 % avec effet pour la période du 1^{er} juillet 1992 au 31 mars 1993 et d'au plus 1 % à compter du 1^{er} avril 1993.

16. Pour la période du 1^{er} janvier 1993 au 30 septembre 1993, l'indemnité annuelle que reçoit chaque député en vertu de l'article 1 de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1) est basée sur la moyenne du montant le plus bas et de celui le plus élevé prévu à l'échelle de traitement de la classe IV du corps d'emploi des cadres supérieurs de la fonction publique le 1^{er} juillet 1992. À compter du 1^{er} octobre 1993, elle est basée sur cette moyenne établie au 1^{er} avril 1993.

§ 3.—*Professionnels de la santé*

17. Dans toute entente en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et dans toute entente qui renouvelle ou remplace une telle entente, les montants des objectifs tarifaires généraux applicables aux médecins spécialistes, aux médecins omnipraticiens et aux optométristes, pour la fourniture de services assurés suivant cette loi ne peuvent être plus élevés, durant la période du 1^{er} décembre 1992 au 31 août 1993, que ceux ayant effet durant la période du 1^{er} juin 1992 au 30 novembre 1992, majorés d'au plus 3 %. Ils peuvent être majorés d'au plus 1 % à compter du 1^{er} septembre 1993.

18. Les tarifs qui sont applicables aux spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale, aux chirurgiens-dentistes et aux

pharmaciens propriétaires pour la fourniture de services assurés suivant la Loi sur l'assurance-maladie, ne peuvent être plus élevés, pour la période du 1^{er} décembre 1992 au 31 août 1993, que ceux ayant effet durant la période du 1^{er} juin 1992 au 30 novembre 1992, majorés d'au plus 3 %. Ils peuvent être majorés d'au plus 1 % à compter du 1^{er} septembre 1993.

19. S'il estime que les stipulations d'une entente ont pour effet d'établir et de maintenir les montants des objectifs tarifaires ou des tarifs à un niveau non supérieur à ce que prévoit l'article 17 ou 18, le président du Conseil du trésor peut en donner acte aux parties. L'article 17 ou 18, selon le cas, ne s'applique pas alors aux professionnels de la santé visés par cette entente.

20. Les taux et échelles de traitements ainsi que les primes applicables aux médecins spécialistes, aux médecins omnipraticiens et aux chirurgiens-dentistes pour la fourniture de services assurés suivant la Loi sur l'assurance-maladie sont, durant la période du 1^{er} décembre 1992 au 31 août 1993, ceux ayant effet durant la période du 1^{er} juin 1992 au 30 novembre 1992, majorés d'au plus 3 %. Ils peuvent être majorés de nouveau d'au plus 1 % à compter du 1^{er} septembre 1993.

21. Les premier et deuxième alinéas de l'article 5, les articles 6, 7 et 9 à 12 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à compter du 1^{er} juillet 1992, à toute entente liant les pharmaciens exerçant dans un centre hospitalier, conclue en vertu de l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28).

Il en est de même, à compter du 1^{er} janvier 1993, de toute entente liant les résidents en médecine, conclue en vertu de l'article 19.1 de la Loi sur l'assurance-maladie.

22. Toute disposition d'une entente visée aux articles 17 et 18, en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et ayant pour objet l'ajout d'un montant forfaitaire de 1 %, cesse d'avoir effet à l'expiration de 12 mois de la date de prise d'effet de cet ajout.

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

23. Les modifications aux conditions de travail des salariés qui résultent de la présente loi sont considérées faire partie des conventions collectives liant ces salariés.

24. Malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté, d'une règle budgétaire, d'une directive ou d'une instruction, le gouvernement peut, sans autre formalité, fixer ou modifier le montant ou la date de versement de toute subvention qu'il verse ou qu'un ministre verse à un organisme public afin de tenir compte du niveau maximum de rémunération applicable selon la présente loi.

Un décret pris par le gouvernement en vertu du présent article prend effet à la date à laquelle il est pris ou à toute autre date antérieure ou postérieure qui y est fixée. Le cas échéant, la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) ne s'applique pas à son égard.

25. La présente loi ne dispense pas les parties aux conventions collectives et aux ententes qu'elle vise de l'obligation de se conformer aux dispositions de la Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public (1991, chapitre 41) qui leur sont applicables.

26. Les nouvelles normes du travail dont l'effet a été différé par l'article 73 de la Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives (1990, chapitre 97) s'appliquent aux salariés visés par une convention collective liant un organisme public et une association de salariés à compter du jour suivant la date d'expiration de la convention collective.

27. Le premier et le deuxième alinéa de l'article 5 s'appliquent aux conventions collectives liant les titulaires de permis de service d'ambulance et les associations de salariés représentant leurs employés.

28. L'article 8 de la Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public (1991, chapitre 41) est modifié par la suppression, à la fin, des mots « et, par la suite, jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention collective ».

29. L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement, à la fin du troisième alinéa, des mots « jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention collective » par les mots « jusqu'au 30 juin 1992 ».

30. L'article 13 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Toutefois, toute disposition du document ayant pour objet l'ajout d'un montant forfaitaire aux taux et échelles de salaires cesse d'avoir effet le 30 juin 1992. ».

31. L'article 115 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) est modifié par la suppression, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante: « Toutefois, au 1^{er} juillet 1992, la date de la dernière modification de traitement à considérer est celle du 1^{er} juillet 1991. ».

32. L'article 124 de cette loi, modifié par l'article 29 du chapitre 41 des lois de 1991, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du chiffre « 1992 » par le chiffre « 1993 ».

33. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).
